

REPUBLIQUE FRANCAISE
ARRONDISSEMENT ET CANTON DE LA REGION LIMOUXINE
DEPARTEMENT DE L'AUDE
COMMUNE DE LIMOUX
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
AUTORISATION DE VOIRIE

AR-PM-11-206-2022-0567

Domaine : Libertés publiques et pouvoirs de police
Sous Domaine : Police Municipale

Nous, Maire de la Commune de LIMOUX

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Vu mon arrêté en date du 5 Novembre 2020, portant délégation de signature.

Vu l'Article L 2122-18, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la Décision du Maire n°11-206-2021-0232 relative aux Tarifs 2022 des Droits de Place conformément à la Délibération du Conseil Municipal en date du 9 Juillet 2020 reçue en Préfecture de l'Aude le 20 Juillet 2020 ayant pour objet - pouvoirs du Maire - délégation du Conseil Municipal - Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la demande de la SARL CORRONS CONSTRUCTION qui sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public par un échafaudage au droit des immeubles sis 11 Place de la République et 2 rue du Consulat à LIMOUX du Jeudi 10 Novembre 2022 au Vendredi 9 Décembre 2022.

Considérant qu'afin de sécuriser le chantier, la SARL CORRONS CONSTRUCTION s'engage à observer les dispositions réglementaires de sécurité quant aux travaux et à la circulation des piétons et des véhicules.

- ARRETONS -

Article Premier : A l'occasion du ravalement de façades effectué par la SARL CORRONS CONSTRUCTION dont le siège social est situé 1, rue Saint-Martin - 11300 LIMOUX cette dernière est autorisée à déposer un échafaudage au droit des immeubles cités ci-dessus à LIMOUX du Jeudi 10 Novembre 2022 – 8 heures au Vendredi 9 Décembre 2022 - 18 heures.

Article 2: La signalisation du chantier devra être assurée par la SARL CORRONS CONSTRUCTION qui demeure responsable de tout accident occasionné par la pose de l'échafaudage et notamment en ce qui concerne la circulation des piétons et des véhicules.

Article 3 : Toute infraction ou extension aux dispositions et conditions prescrites au présent, sera poursuivie comme contravention aux lois et règlements en la matière.

Article 4 : La SARL CORRONS CONSTRUCTION sera tenue d'acquitter le droit de voirie sur la base du tarif établi par décision du Maire.

Article 5: Messieurs les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Lieutenant Commandant la Communauté des Brigades de Gendarmerie de LIMOUX et SAINT HILAIRE et la SARL CORRONS CONSTRUCTION sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en MAIRIE, LIMOUX le 7 Novembre 2022
Pour le MAIRE et par délégation



L'Adjoint au Maire,

[Signature]
M. BOUTQUATROL